



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

**REJET DE LA STATION D'EPURATION DES EAUX USEES DE L'AGGLOMERATION DE
GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT**

ARRETE PREFECTORAL ORDONNANT DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-6, L.2224-10 à 15 et L.2224-17, R2224-6 à R. 2224-17 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1331-1, L.1331-6, L.1331-10 et L.1337-2;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2006 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Artois Picardie ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

VU l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin ARTOIS-PICARDIE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature ;

VU la déclaration au titre de l'article L.214,3 du code de l'environnement reçue le 21 novembre 2017 présenté par NOREADE enregistrée sous le n°62-2017-00254 et relative à la régularisation du système d'assainissement de Graincourt-les-Havrincourt ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 30 novembre 2017 ;

VU les remarques de la SANEF en date du 13/03/2018 ;

VU le porter à connaissance du pétitionnaire en date du 28 mai 2018 sur le projet d'arrêté statuant sur sa demande et lui accordant un délai de 1 mois jours pour présenter ses observations par écrit, directement ou par mandataire ;

VU la réponse du pétitionnaire en date du 4 juin 2018 ;

CONSIDERANT que le rejet se réalise dans un bassin d'infiltration d'eaux pluviales appartenant et géré par la SANEF ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'établir une convention entre la SANEF et NOREADE pour l'entretien du bassin d'infiltration ;

CONSIDERANT qu'il faut pouvoir isoler les deux systèmes d'assainissement en cas de pollution accidentelle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet de déclaration

Est déclaré, dans les conditions fixées par le présent arrêté et dans le respect des objectifs retenus, l'ensemble du système d'assainissement concourant à la collecte et au traitement des eaux usées issues de l'agglomération d'assainissement de GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT conformément aux dispositions présentées dans le dossier de déclaration déposé par Monsieur le Directeur Général de NOREADE siégeant 23 avenue de la Marne BP 101 à WASQUEHAL (59443).

Les installations, travaux et ouvrages entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article L. 214-1 sont les suivantes :

Rubriques (n°)	Intitulé	Caractéristique / seuil	Régime
2.1.1.0	Rejet de station d'épuration de capacité journalière supérieure à 12 kg de DBO5 mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	La charge brute de la station de lagunage est de 24kg/j DBO5	Déclaration
2.1.2.0	Déversoirs d'orage dont le flux polluant journalier est inférieur à 120 kg mais supérieur à 12 kg de DBO5	Le flux de polluant est supérieur à 12 kg /j de DBO5, mais inférieur à 600 kg /j de DBO5,	Déclaration

Article 2 – Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 21/07/2015

Article 3 – Prescriptions spécifiques relatives au rejet des eaux traitées

Une convention doit être établie entre le pétitionnaire et la SANEF, propriétaire du bassin d'infiltration des eaux pluviale accueillant le rejet des eaux traitées par le système d'assainissement de Graincourt-les-Havrincourt.

Une copie devra être transmise au service de la police de l'eau

Article 4 – Prescriptions spécifiques relatives à la station

Le pétitionnaire doit prévoir un moyen d'isoler la lagune du bassin d'infiltration d'eaux pluviales afin d'éviter les pollutions accidentelles.

Le service de la police de l'eau devra être averti 15 jours avant le début des travaux

Article 5 – délai de réalisation

Les prescriptions des articles 2 et 3 doivent être réalisées avant le 01 janvier 2019.

Article 6 – Modifications

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 7 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant à faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 – Publicité :

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de Graincourt-les-Havrincourt pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le Maire de Graincourt-les-Havrincourt.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture du Pas-de-Calais pour une durée de six mois.

Article 10 – Voies et délais de recours :

Le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 11 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur Général de NOREADE et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Graincourt-les-Havrincourt,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais (SDE/GUPE),
- M. le Président de la CLE du SAGE de l'ESCAUT
- Agence de l'Eau Artois Picardie.

ARRAS, le 11 JUIN 2018

Pour le Préfet par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Territoires
et de la Mer par subdélégation,
le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY.

